

# JOURNAL OFFICIEL

DE LA

# RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE

BIMENSUEL

ABONNEMENTS ET RECUEILS ANNUELS

Abonnements :	UN AN
ordinaire	600 UM
par avion	800 UM
— Mauritanie	1 000 UM
— France ex-communauté	1 200 UM
— autres pays	1 200 UM
de numéro : D'après le nombre de pages et les frais d'expédition.	
Recueils annuels de lois et règlements : 600 UM (frais d'expédition en sus).	

PARAISANT le 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> MERCREDI de CHAQUE MOIS

POUR LES ABONNEMENTS ET LES ANNONCES

S'adresser à la direction du *Journal officiel*,  
B.P. 188, Nouakchott (Mauritanie).

*Les abonnements et les annonces  
sont payables d'avance.*

Compte Chèque Postal n° 391 Nouakchott.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne (hauteur 8 points) ..... 20 UM

(Il n'est jamais compté moins de 100 UM  
pour les annonces.)

Les annonces doivent être remises au plus tard  
un mois avant la parution du journal.

## SOMMAIRE

### I. — LOIS ET ORDONNANCES.

5 juin 1974 .....	Loi n° 74-122 autorisant la ratification de l'accord de coopération culturelle signé à Nouakchott, le 27 novembre 1973, entre la République islamique de Mauritanie et la République socialiste de Roumanie .....	443
-------------------	---	-----

### II. — DÉCRETS, ARRÊTÉS, DÉCISIONS, CIRCULAIRES.

#### Présidence de la République :

##### Actes divers :

2 octobre 1974 ...	Arrêté n° 5-27 portant nomination du directeur du cabinet du Président de la République .....	443
5 octobre 1974 ...	Arrêté n° 5-32 portant délégation de signature .....	443
8 octobre 1974 ...	Arrêté n° 5-67 portant nomination du directeur adjoint du cabinet du Président de la République .....	444
8 octobre 1974 ...	Décret n° 98-74 déléguant M. Ahmed ould Mohamed Salah, ministre de l'Intérieur, pour assurer l'expédition des affaires courantes .....	444
4 novembre 1974..	Arrêté n° 6-02 portant délégation de signature .....	444
5 novembre 1974..	Décret n° 99-74 portant ouverture de la première session ordinaire de l'Assemblée nationale .....	444
11 novembre 1974..	Décret n° 101-74 déléguant M. Ahmed ould Mohamed Salah, ministre de l'Intérieur, pour assurer l'expédition des affaires courantes .....	444

#### Ministère des Affaires étrangères :

##### Actes divers :

6 novembre 1974..	Décret n° 74-201 portant nomination d'un ambassadeur .....	444
6 novembre 1974..	Décret n° 74-202 portant nomination d'un ambassadeur .....	444
6 novembre 1974..	Décret n° 74-203 portant nomination d'un ambassadeur .....	444
6 novembre 1974..	Décret n° 74-204 portant nomination d'un ambassadeur .....	444
6 novembre 1974..	Décret n° 74-205 portant nomination d'un ambassadeur .....	444
6 novembre 1974..	Décision n° 23-23 portant nomination d'un premier secrétaire à Tripoli .....	445

#### Ministère du Commerce et des Transports :

##### Actes réglementaires :

1 <sup>er</sup> novembre 1974..	Arrêté n° 1-25 portant fixation du prix de vente au détail de certains produits dans le district de Nouakchott .....	445
---------------------------------	--	-----

#### Ministère de la Défense nationale :

##### Actes réglementaires :

6 août 1974 .....	Arrêté n° 8-67 attribuant des prestations en nature aux personnels militaires .....	445
-------------------	---	-----

##### Actes divers :

14 juin 1974 .....	Décision n° 11-06 portant nomination au grade d'adjudant, maréchal des logis-chef, maréchal des logis, gendarme de 4 <sup>e</sup> échelon, gendarme de 3 <sup>e</sup> échelon, gendarme de 2 <sup>e</sup> échelon, du personnel de la Gendarmerie nationale .....	
--------------------	---	--

novembre 1974..	Arrêté n° 6-09 portant nomination et titularisation de certains moniteurs de l'Economie rurale .....	453
novembre 1974..	Décision n° 23-98 portant réintégration d'un fonctionnaire .....	453
novembre 1974..	Arrêté n° 6-11 mettant un fonctionnaire en disponibilité .....	453
novembre 1974..	Arrêté n° 6-12 portant nomination et titularisation de certains préposés des douanes .....	453
novembre 1974..	Arrêté n° 6-13 portant détachement d'un fonctionnaire .....	453

## Ministère de l'Intérieur :

### Actes divers :

septembre 1974..	Arrêté n° 5-02 portant acceptation de la démission d'un garde national .....	453
septembre 1974..	Arrêté n° 5-16 portant intégration provisoire des élèves-gardes dans le corps de la Garde nationale .....	453
septembre 1974..	Arrêté n° 5-24 portant acceptation de la démission d'un gradé de la Garde nationale .....	454
octobre 1974 ...	Arrêté n° 5-70 portant nomination et titularisation d'élèves-agents de police francisants .....	454
octobre 1974 ...	Arrêté n° 5-81 portant renouvellement d'une disponibilité .....	454
novembre 1974..	Arrêté n° 5-93 prononçant le licenciement d'un élève-agent du cadre de la Sécurité nationale .....	454
novembre 1974..	Arrêté n° 5-94 portant acceptation de la démission d'un garde national .....	454
novembre 1974..	Arrêté n° 5-95 portant radiation d'un garde national .....	454
novembre 1974..	Arrêté n° 5-96 portant acceptation de la démission d'un garde national .....	454
novembre 1974..	Arrêté n° 5-97 portant acceptation de la démission d'un garde national .....	455
novembre 1974..	Arrêté n° 5-98 portant acceptation de la démission d'un garde national .....	455
novembre 1974..	Décision n° 23-27 portant mise à la retraite des gradés et gardes nationaux .....	455
novembre 1974..	Décision n° 23-28 portant mise à la retraite d'un gradé de la Garde nationale .....	455
novembre 1974..	Arrêté n° 6-04 acceptant la démission d'un élève-agent du cadre de la Sécurité nationale .....	455
novembre 1974..	Arrêté n° 6-05 mettant fin au détachement d'un adjudant de police .....	455

## Ministère de la Justice :

### Actes réglementaires :

juillet 1974 .....	Décret n° 74-163 créant un deuxième tribunal de cadé à Nouakchott .....	455
--------------------	---	-----

### Actes divers :

novembre 1974..	Décret n° 74-100 portant promotion de magistrats .....	455
-----------------	--	-----

## Ministère de la Planification et du Développement industriel :

### Actes divers :

23 octobre 1974 ...	Décret n° 74-200 portant agrément au régime d'entreprise prioritaire de la société de Mauritanie .....	456
1 <sup>er</sup> novembre 1974..	Décision n° 23-13 portant nomination du directeur adjoint du Projet éducatif .....	457

## I. — LOIS ET ORDONNANCES.

*LOI n° 74-122 du 29 juin 1974 autorisant la ratification de l'accord de coopération culturelle signé à Nouakchott le 27 novembre 1973 entre la République islamique de Mauritanie et la République socialiste de Roumanie.*

L'Assemblée nationale a délibéré et adopté ;  
Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — Le Président de la République est autorisé à ratifier l'accord de coopération culturelle signé le 27 novembre 1973 à Nouakchott entre la République islamique de Mauritanie et la République socialiste de Roumanie.

ART. 2. — La présente loi sera publiée suivant la procédure d'urgence et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Nouakchott, le 19 juin 1974,  
MOKTAR OULD DADDAH.

## II. — DÉCRETS, ARRÊTÉS, DÉCISIONS, CIRCULAIRES.

### Présidence de la République :

#### ACTES DIVERS :

*ARRETE n° 5-27 du 2 octobre 1974 portant nomination du directeur du cabinet du Président de la République.*

ARTICLE PREMIER. — M. Moujtaba ould Mohamed Fall, rédacteur d'administration générale, précédemment directeur de cabinet adjoint, est nommé directeur du cabinet du Président de la République à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1974.

*ARRETE n° 5-32 du 5 octobre 1974, portant délégation de signature.*

ARTICLE PREMIER. — Délégation est donnée à M. Moujtaba ould Mohamed Fall, directeur du cabinet du Président de la République.

blique, à l'effet de signer, au nom du Président de la République, les décisions et actes de gestion administrative et financière entrant dans le cadre de ses attributions, à l'exception des décrets et arrêtés.

Cette délégation s'applique notamment à la signature :

- des actes concernant la gestion des personnels des services du cabinet du Président de la République, conformément à la réglementation en vigueur ;
- des actes portant engagement des dépenses imputables sur les crédits affectés au cabinet.

La signature de M. Moujtabaould Mohamed Fall sera communiquée en spécimen double à l'ordonnateur délégué et au contrôleur financier.

*ARRETE n° 5-67 du 21 octobre 1974 portant nomination du directeur adjoint du cabinet du Président de la République.*

ARTICLE PREMIER. — M. Saleckould Ely Salem, rédacteur d'administration générale, est nommé directeur adjoint du cabinet du Président de la République à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1974.

*DECRET n° 98-74 du 23 octobre 1974 déléguant M. Ahmedould Mohamed Salah, ministre de l'Intérieur, pour assurer l'expédition des affaires courantes.*

ARTICLE PREMIER. — M. Ahmedould Mohamed Salah, ministre de l'Intérieur, est délégué pour assurer l'expédition des affaires courantes pendant l'absence du Président de la République.

ART. 2. — Le présent décret prend effet à compter du 23 octobre 1974.

*ARRETE n° 6-02 du 4 novembre 1974 portant délégation de signature.*

ARTICLE PREMIER. — Délégation est donnée à M. Saleckould Ely Salem, directeur adjoint de cabinet du Président de la République à l'effet de signer au nom du directeur de cabinet du Président de la République :

- les actes concernant la gestion des personnels des services du cabinet du Président de la République, conformément à la réglementation en vigueur ;
- les actes portant engagement des dépenses imputables sur les crédits affectés au cabinet du Président de la République ;
- les documents officiels suivants : ampliations des actes administratifs divers, correspondances adressées aux services du cabinet du Président de la République, demandes de renseignements, ordres de mission, bon à expédier des télégrammes, bordereaux.

ART. 2. — La signature de M. Saleckould Ely Salem sera précédée de la mention : P. le directeur de cabinet du Président de la République et par délégation...

Elle sera communiquée en spécimen double à l'ordonnateur délégué et au contrôleur financier.

*DECRET n° 99-74 du 5 novembre 1974 portant ouverture de la première session ordinaire de l'Assemblée nationale.*

ARTICLE PREMIER. — La première session ordinaire de l'Assemblée nationale sera ouverte le jeudi 14 novembre 1974 à 10 heures.

*DECRET n° 101-74 du 22 novembre 1974 déléguant M. Ahmedould Mohamed Salah, ministre de l'Intérieur, pour assurer l'expédition des affaires courantes.*

ARTICLE PREMIER. — M. Ahmedould Mohamed Salah, ministre de l'Intérieur, est délégué pour assurer l'expédition des affaires courantes pendant l'absence du Président de la République.

ART. 2. — Le présent décret prend effet à compter du 23 novembre 1974.

## Ministère des Affaires étrangères :

### ACTES DIVERS :

*DECRET n° 74-201 du 6 novembre 1974 portant nomination d'un ambassadeur.*

ARTICLE PREMIER. — M. Ahmed Deyaould Mohamed el Moctar, précédemment consul général auprès de la République du Mali à Bamako, est nommé ambassadeur de la République islamique de Mauritanie auprès de la République arabe libyenne.

ART. 2. — Le présent décret prend effet à compter de la date de prise de service de l'intéressé.

*DECRET n° 74-202 du 6 novembre 1974 portant nomination d'un ambassadeur.*

ARTICLE PREMIER. — M. Yehdihould Sid'Ahmed, précédemment ambassadeur auprès de la République arabe libyenne, est nommé ambassadeur de la République islamique de Mauritanie auprès de la Fédération des Emirats arabes.

ART. 2. — Le présent décret prend effet à compter de la date de prise de service de l'intéressé.

*DECRET n° 74-203 du 6 novembre 1974 portant nomination d'un ambassadeur.*

ARTICLE PREMIER. — M. Ba Aly Hamady Bambi, magistrat, est nommé ambassadeur de la République islamique de Mauritanie auprès de l'Etat de Qatar.

ART. 2. — Le présent décret prend effet à compter de la date de prise de service de l'intéressé.

*DECRET n° 74-204 du 6 novembre 1974 portant nomination d'un ambassadeur.*

ARTICLE PREMIER. — M. Ismailould Meoloud, précédemment premier conseiller à la Mission permanente auprès des Nations unies, est nommé ambassadeur de la République islamique de Mauritanie auprès de l'Etat du Koweït.

ART. 2. — Le présent décret prend effet à compter de la date de prise de service de l'intéressé.

*DECRET n° 74-205 du 6 novembre 1974 portant nomination d'un ambassadeur.*

ARTICLE PREMIER. — M. Mohamedould Daddah, professeur licencié, est nommé ambassadeur de la République islamique de Mauritanie auprès de la République arabe syrienne.

ART. 2. — Le présent décret prend effet à compter de la date de prise de service de l'intéressé.

**DECISION n° 23-23 du 6 novembre 1974 portant nomination d'un premier secrétaire à Tripoli.**

**ARTICLE PREMIER.** — M. Mohamed Abdallehi ould Ahmedou dit Bou, précédemment deuxième secrétaire, est nommé, à titre temporaire, en qualité de faisant fonction de premier secrétaire à l'ambassade de Mauritanie à Tripoli.

## Ministère du Commerce et des Transports :

### ACTES REGLEMENTAIRES :

**ARRETE n° 1-25 du 1<sup>er</sup> novembre 1974 portant fixation du prix de vente au détail de certains produits dans le district de Nouakchott.**

**ARTICLE PREMIER.** — En application de l'article premier du décret n° 69-048 du 26 janvier 1969, le prix de vente maximum au détail de certains produits ci-dessous désignés est ainsi fixé dans le district de Nouakchott.

Nature des produits	Prix homologués
1. Viande de chameau :	
Prix du marché	40 UM
2. Viande de bœuf :	
Prix du marché	55 UM
Prix de l'épicerie	100 UM
3. Viande de mouton :	
Prix du marché	80 UM
Prix de l'épicerie	110 UM
4. Poissons frais :	
Prix du marché	15 UM
Prix de poissonnerie	16 UM
5. Poulet :	
Prix du marché	70 UM
Prix de l'épicerie	150 UM
6. Œufs (l'unité)	6 UM
7. Riz (le kg)	12 UM
8. Pommes de terre (le kg)	13 UM
9. Lait en bouteille :	
— Un demi-litre	17 UM
— Un litre	30 UM
— Un litre et demi (DB hollandais)	44 UM
10. Laitages :	
— Boîte concentré sucré (petite boîte)	3 UM
— Concentré non sucré (petite boîte)	8 UM
— Concentré sucré (boîte de 454 g)	15 UM
— Concentré non sucré (boîte de 397 g)	13 UM
— Lait en poudre (boîte de 454 g)	35 UM
— Beurre (plaquette de 250 g)	38 UM
11. Concentré de tomates :	
— Boîte de 4/4	60 UM
— Boîte de 1/2	29 UM
— Boîte de 1/8	8 UM
12. Farineux :	
— Pain de boulangerie (420 g cuit)	8 UM
— Macaroni (le paquet)	10 UM
— Vermicelle (paquet)	10 UM
— Farine (1 kg)	16 UM

— Couscous marocain (1 kg)	22 UM
— Farine (sac de 50 kg)	760 UM
13. Arachides décortiquées (1 kg)	20 UM
14. Tissus :	
— Guinée des rois (la pièce)	400 UM
— Guinée panthère (la pièce)	460 UM
15. Gaz :	
— Bouteille de gaz (12,500 kg)	450 UM
— Cartouche	35 UM
16. Sucre :	
— En pain (2 kg)	58 UM
— En morceau (1e kg)	31 UM
17. Huile Valor	55 UM
18. Thé :	
8.147	241 UM
4.011	248 UM
4.012	228 UM
4.013	213 UM
4.014	185 UM
4.015	142 UM
4.016	129 UM
G. 501	262 UM
G. 301	252 UM
G. 601	267 UM
G. 401	322 UM
G. 403	337 UM
G. 405	142 UM
19. Arôme Maggi :	
Bouteille n° 3	26 UM
20. Cafés :	
— Nescafé (boîte de 50 g)	35 UM
— Café moulu rouge (1e kg)	66 UM
— Café moulu jaune (1e kg)	72 UM
— Café moulu Deca (1e kg)	78 UM
21. Sel (boîte de 250 g)	10 UM
22. Charbon :	
— Sac de 45 à 50 kg	155 UM
— Le kg	5 UM
23. Boîte d'allumettes	1 UM

**ART. 2.** — Toutes dispositions antérieures au présent arrêté et concernant le prix des produits sus-indiqués sont abrogées.

**ART. 3.** — Le directeur du Commerce, le gouverneur du District de Nouakchott, le directeur de la Sûreté nationale, le commandant de la Gendarmerie nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié selon la procédure d'urgence.

## Ministère de la Défense nationale :

### ACTES REGLEMENTAIRES :

**ARRETE n° 8-67 du 6 août 1971 attribuant des prestations en nature aux personnels militaires.**

**ARTICLE PREMIER.** — En application du décret n° 62-207 du 10 novembre 1962 complété par le décret n° 71-160 du 16 juin 1971, la gratuité de l'eau et de l'électricité est assurée à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1971 aux personnels militaires de l'Armée nationale, titulaires des fonctions suivantes :

- a) chef d'état-major national ;
- b) chef d'état-major adjoint ;
- c) sous-ordonnateur militaire et commandant d'armes délégué de Nouakchott ;
- d) officiers de l'Armée nationale détachés auprès du ministère de la Défense nationale.

ART. 2. — Les charges afférentes sont imputables au chapitre 58, article premier, dans la limite des crédits disponibles et suivant des taux mensuels ne dépassant pas dans l'ordre :

- a) 8 000 F ;
- b) 7 500 F ;
- c) 7 000 F ;
- d) 6 000 F.

ART. 3. — Toutes dispositions antérieures sont abrogées.

ART. 4. — Le chef d'état-major national et l'intendant militaire (sous-ordonnateur militaire) sont chargés de l'application du présent arrêté.

#### ACTES DIVERS :

*DECISION n° 11-06 du 14 juin 1974 portant nomination au grade d'adjudant, maréchal des logis-chef, maréchal des logis, gendarme de 4<sup>e</sup> échelon, gendarme de 3<sup>e</sup> échelon, gendarme de 2<sup>e</sup> échelon, du personnel de la Gendarmerie nationale.*

ARTICLE PREMIER. — Sont nommés aux grades ci-après les militaires non officiers de la Gendarmerie nationale, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1974 :

*Au grade d'adjudant.*  
(au titre des examens professionnels)

- Le maréchal des logis-chef Haida ould Mohamed Lemine, matricule 153.

*Au grade de maréchal des logis-chef.*  
(au titre des examens professionnels)

- Le maréchal des logis Moctar ould Ahmed Brahim, matricule 091.

*Au grade de maréchal des logis.*  
(au titre des examens professionnels)

- Le gendarme de 4<sup>e</sup> échelon Camara Bilal, matricule 326.  
(au titre des examens techniques « SECRETARIAT »)
- Le gendarme de 4<sup>e</sup> échelon Gaye Moustapha, matricule 396.  
(au titre des examens techniques « ADMINISTRATION »)
- Le gendarme de 4<sup>e</sup> échelon Diabira Amara, matricule 305.

*Au grade de gendarme de 4<sup>e</sup> échelon.*  
(au titre des examens professionnels)

- Les gendarmes de 3<sup>e</sup> échelon :  
Khattry ould Hmeyada, matricule 186.  
Brahim ould el Bah, matricule 418.  
Baibany ould Mohamed, matricule 166.  
N'Diaye Amadou Baidy, matricule 283.

*Au grade de gendarme de 3<sup>e</sup> échelon.*  
(au titre des examens professionnels)

- Les gendarmes de 2<sup>e</sup> échelon :  
Adama Hamidou N'Dongo, matricule 434.  
Ghaly ould Moulaye Ahmed, matricule 505.  
Mohamed el Welid ould Idoumou, matricule 409.  
Dzambia Moussa, matricule 352.  
Dicko Alassane ould Salem, matricule 479.  
Fall Cedikh, matricule 406.

*Au grade de gendarme de 2<sup>e</sup> échelon.*  
(au titre des examens professionnels)

- Les gendarmes de 1<sup>er</sup> échelon :  
Dedah ould Tebakh, matricule 579.  
Sall Alassane, matricule 527.  
Youba ould Mohamed Abd, matricule 512.  
Mohamed ould Boyba, matricule 513.  
Sidi Mohamed ould Mohamed Radi, matricule 539.  
Dah ould Ahmed, matricule 526.  
Sy Racine, matricule 518.  
Brahim ould Moisse, matricule 517.  
Abdel Hafid ould Hbeyb, matricule 576.  
Mohamed Mahmoud ould Mohamed Abdallahi, matricule 574.  
Ahmed Jidlou ould Ghacem, matricule 460.  
Ahmed ould Sadeck, matricule 530.  
Sy Abderrahmane, matricule 523.

ART. 2. — Le chef de corps de la Gendarmerie nationale est chargé de l'exécution de la présente décision.

*ARRETE n° 3-12 du 15 juin 1974 portant révocation d'un militaire de la Gendarmerie nationale.*

ARTICLE PREMIER. — Le gendarme de 1<sup>er</sup> échelon Mamadou Thiongane, matricule 471, est révoqué de la Gendarmerie nationale. Il sera rayé des contrôles du corps à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1974.

ART. 2. — Le certificat de bonne conduite lui est refusé et il est remis à la disposition des réserves de l'Armée nationale.

ART. 3. — Il sera muni d'une feuille de déplacement et d'un bon de transport (dans la limite de ses droits) de la résidence d'affectation au lieu où il aura déclaré vouloir se retirer.

ART. 4. — Le commandant chef de corps de la Gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

*DECISION n° 20-20 du 17 septembre 1974 portant nomination au grade supérieur pour prendre rang à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1974 de sous-officiers de l'Armée nationale.*

ARTICLE PREMIER. — Sont promus aux grades ci-après pour prendre rang à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1974 les sous-officiers de l'Armée nationale dont les noms suivent :

*Au grade d'adjudant-chef.*

- L'adjudant :*  
— Wone Hamady Demba, matricule 57.149, C.Q.G.

*Au grade d'adjudant.*

- Les sergents-chefs :*  
— Mohamed Salem ould Mahjoub, matricule 60.224, 2<sup>e</sup> E.R.  
— Sidi Aly ould Moctar, matricule 60.251, 1<sup>er</sup> C.C.P.

*Au grade de sergent-chef.*

- Les sergents :*  
— Diop Sileye, matricule 70.001, C.I.A.N.  
— Mohamed Yehdih ould Maghlouk, matricule 65.014, C.I.A.N.

ART. 2. — Le chef d'état-major national est chargé de l'exécution de la présente décision.

*ARRETE n° 5-12 du 23 septembre 1974 plaçant en position « hors cadres » auprès du ministère du Commerce et des Transports pour servir à l'Agence pour la sécurité de la navigation aérienne, un sous-officier de l'Armée nationale en service au Groupement aérien de la République islamique de Mauritanie.*

ARTICLE PREMIER. — L'adjudant-chef Fall Athekhana, matricule 59.119 de l'Armée nationale, en service au Groupement aérien de la République islamique de Mauritanie, est placé en position « hors cadres » auprès du ministère du Commerce et des Transports pour servir à l'Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en qualité de personnel non navigant du service général.

ART. 2. — Cette position « hors cadres » est valable pour une durée de deux ans, du 1<sup>er</sup> janvier 1974 au 31 décembre 1975.

ART. 3. — Durant le temps passé dans cette position, la rémunération et l'entretien de ce personnel seront à la charge du service employeur et calculés sur les bases dont il bénéficiait dans son cadre d'origine augmentées éventuellement des indemnités de fonction ou d'emploi auxquelles il pourrait prétendre.

ART. 4. — Le service employeur effectuera sur la solde de ce sous-officier une retenue de 6 % de sa solde budgétaire représentant la part contribuable de l'employé à la Caisse nationale des retraites.

ART. 5. — Le service employeur versera trimestriellement les 12 % de la solde budgétaire allouée à l'intéressé, ainsi que les retenues mentionnées à l'article 4, à la Trésorerie générale de la Mauritanie et pour le compte de la Caisse nationale des retraites à titre de quote-part contributive de l'employeur.

*DECISION n° 20-84 du 25 septembre 1974 portant autorisation de servir au-delà de la limite d'âge inférieure de leur grade.*

ARTICLE PREMIER. — Les militaires dont les noms suivent ci-dessous sont autorisés à servir au-delà de la limite d'âge inférieure de leurs grades :

Sergent-chef Hassene ould Sid'Ahmed, matricule 55.055, du Cadre spécial, en service à la Compagnie du Quartier général à Nouakchott, totalise 16 ans au 1<sup>er</sup> octobre 1974.

Sergent Kalifa Hamady Abass, matricule 56.129, en service à la Compagnie du Quartier général à Nouakchott, totalise 17 ans au 11 février 1975.

Caporal Mohamed ould Aoufly, matricule 62.033, du Cadre général, en service à la Compagnie du Quartier général à Nouakchott, totalise 15 ans au 15 mars 1977.

Caporal Mohamed ould M'Bareck, matricule 85.464 du Cadre général en service au 2<sup>e</sup> E.R. Bir-Moghrein, totalise 14 ans au 1<sup>er</sup> novembre 1974.

ART. 2. — Le chef d'état-major national est chargé de l'exécution de la présente décision.

*DECRET n° 93-74 du 3 octobre 1974 portant promotion au grade de lieutenant de réserve.*

ARTICLE PREMIER. — Le sous-lieutenant de réserve en situation d'activité Hachem ould Moulaye Ahmed est promu au grade de lieutenant de réserve à titre définitif pour prendre rang à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1974.

ART. 2. — Le ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent décret.

*DECRET n° 94-74 du 3 octobre 1974 portant nomination d'un officier d'active de l'Armée nationale.*

ARTICLE PREMIER. — Le commandant Moustapha ould Mohamed Saleck, du Cadre général de l'Armée active, est promu au grade de lieutenant-colonel pour prendre rang à compter du 1<sup>er</sup> novembre 1974.

ART. 2. — Le ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent décret.

*DECRET n° 95-74 du 5 octobre 1974 portant promotion au grade de sous-lieutenant de l'Armée nationale (Mer) pour prendre rang à compter du 1<sup>er</sup> avril 1974.*

ARTICLE PREMIER. — L'élève officier d'active Diop Moustapha est nommé au grade de sous-lieutenant d'active à titre définitif pour prendre rang le 1<sup>er</sup> avril 1974.

ART. 2. — Le ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent décret.

*ARRETE n° 1-22 du 21 octobre 1974 rapportant les dispositions de l'article premier de l'arrêté n° 10-180 du 12 avril 1966 instituant un examen d'aptitude au grade de sous-lieutenant aux sous-officiers.*

ARTICLE PREMIER. — L'examen du brevet de sous-lieutenant d'active institué par l'arrêté n° 10-180 du 12 avril 1966 prévu dans la première quinzaine d'octobre de chaque année est reporté, pour ce qui concerne l'année 1974, à la première quinzaine de janvier 1975.

ART. 2. — Le chef d'état-major national est chargé de l'exécution du présent arrêté.

*ARRETE n° 5-18 du 25 septembre 1974 portant admission à la retraite.*

ARTICLE PREMIER. — Le caporal Mohamed ould Mohamed Cheikh, matricule 60.227 du 4<sup>e</sup> Escadron de reconnaissance à F'Deirik, totalisant 15 ans de service, est admis à faire valoir ses droits à pension de retraite proportionnelle à compter du 1<sup>er</sup> avril 1974 à titre de régularisation.

ART. 2. — Le chef d'état-major national est chargé de l'exécution du présent arrêté.

*ARRETE n° 5-19 du 25 septembre 1974 portant maintien en activité de service d'un homme de troupe.*

ARTICLE PREMIER. — Les militaires dont les noms suivent en premier maintien sont maintenus en activité de service pour une deuxième période de six (6) mois :

— Q/M Abderrahmane Mamadou, matricule 71.007, en service à l'Unimar Nouadhibou à compter du 1<sup>er</sup> septembre 1974.

— Q/M Diop Hamidou Mamadou, matricule 68.076, en service à l'Unimar Nouadhibou à compter du 1<sup>er</sup> septembre 1974.

— Q/M Amadou Tidjane Sy, matricule 73.011, en service à l'Unimar Nouadhibou à compter du 1<sup>er</sup> décembre 1974.

— Q/M Sy Hamet, matricule 70.060, en service à l'Unimar Nouadhibou à compter du 1<sup>er</sup> décembre 1974.

— Q/M Gallo Amadou Racine, matricule 72.010, en service à l'Unimar Nouadhibou à compter du 21 février 1975.

— Q/M Lam Yaya Amadou, matricule 71.021, en service à l'Unimar Nouadhibou à compter du 1<sup>er</sup> décembre 1974.

— Q/M El Houssein ould el Arbi, matricule 67.057, en service à l'Unimar Nouadhibou à compter du 1<sup>er</sup> mars 1975.

— 2<sup>e</sup> classe Sidi Aly ould Mhd Dellamech, matricule 71.024, en service à l'Unimar Nouadhibou à compter du 1<sup>er</sup> février 1974.

— 2<sup>e</sup> classe Mamadou Seye, matricule 68.083, en service à l'Unimar Nouadhibou à compter du 1<sup>er</sup> septembre 1974.

— 2<sup>e</sup> classe Ahmed ould Soffi, matricule 71.073, en service à la C.Q.G. à Nouakchott à compter du 1<sup>er</sup> septembre 1974.

ART. 2. — Le chef d'état-major national est chargé de l'exécution du présent arrêté.

*ARRETE n° 5-42 du 9 octobre 1974 portant admission à la retraite.*

ARTICLE PREMIER. — Le 1<sup>re</sup> classe Mohamed ould Abdellah Bane, matricule 58.290, atteint par la limite d'âge de son grade totalisant plus de 15 ans de service, est admis à faire valoir ses droits à pension de retraite proportionnelle à compter du 5 octobre 1974.

ART. 2. — Le chef d'état-major national est chargé de l'exécution du présent arrêté.

*ARRETE n° 5-43 du 9 octobre 1974 portant maintien en activité de service d'un homme de troupe.*

ARTICLE PREMIER. — Les militaires dont les noms suivent, en cours de leur premier maintien, sont maintenus en activité de service pour une deuxième période de six (6) mois :

- 1<sup>re</sup> classe Guilleould Mouloud, matricule 58.303, en service au 2<sup>e</sup> Escadron de reconnaissance à Bir-Moghrein, à compter du 30 août 1974.
- Le caporal Mohamedould Ableck, matricule 69.058, en service au 2<sup>e</sup> Escadron de reconnaissance à Bir-Moghrein, à compter du 1<sup>er</sup> septembre 1974.

ART. 2. — Le chef d'état-major national est chargé de l'exécution du présent arrêté.

*DECISION n° 21-37 du 9 octobre 1974 portant autorisation de servir au-delà de la limite d'âge inférieure de leur grade.*

ARTICLE PREMIER. — Les militaires dont les noms suivent sont autorisés à servir au-delà de la limite d'âge inférieure de leurs grades :

- Sergent Sidi Mohamedould Abderrahmane, matricule 60.216, en service au 1<sup>er</sup> E.R./C.I. Atar, totalise 14 ans au 4 avril 1975.
- Sergent Habohaould Sid'Ahmed, matricule 58.461, en service au 5<sup>e</sup> E.M. N'Beike, totalise 17 ans et 4 jours au 5 avril 1975.
- Sergent Sidi Ahmedould Sidiya, matricule 58.446, en service au 5<sup>e</sup> E.M. N'Beike, totalise 16 ans et 4 mois au 16 juin 1976.
- Sergent Abdellahiould Moudeh, matricule 62.132, en service à la C.Q.G. Nouakchott, totalise 13 ans et 11 mois au 9 juillet 1975.
- Caporal Sid'Ahmedould Abeid, matricule 59.176, en service au C.I.A.N. à Rosso, totalise 12 ans au 5 avril 1974.

ART. 2. — Le chef d'état-major national est chargé de l'exécution de la présente décision.

*DECISION n° 21-38 du 9 octobre 1974 portant admission dans le Cadre spécial (section Terre) des militaires de l'Armée nationale.*

ARTICLE PREMIER. — Les militaires dont les noms suivent ci-dessous sont admis, sur leur demande, dans le Cadre spécial (section Terre) :

- Adjudant Abdoulaye Harane, matricule 53.111, en service au C.I.A.N. à Rosso, à compter du 29 janvier 1975.
- Caporal Sid'Ahmedould Henoun, matricule 58.451, en service au 1<sup>er</sup> E.R. Atar, à compter du 15 novembre 1976.
- Caporal Ahmedould Saleck, matricule 56.115, en service au 2<sup>e</sup> E.R. Bir-Moghrein, à compter du 20 juillet 1974.

ART. 2. — Le chef d'état-major national est chargé de l'exécution de la présente décision.

*ARRETE n° 5-49 du 12 octobre 1974 portant maintien en activité de service d'un sous-officier spécialiste.*

ARTICLE PREMIER. — L'adjudant Diallo Ousmane, matricule 57.167, en service à la C.Q.G. à Nouakchott, est maintenu en activité de service pour une première période de six (6) mois à compter du 19 mars 1975.

ART. 2. — Le chef d'état-major national est chargé de l'exécution du présent arrêté.

*ARRETE n° 5-50 du 12 octobre 1974 portant maintien en activité de service d'hommes de troupe.*

ARTICLE PREMIER. — Les militaires dont les noms suivent ci-dessous en fin de leur contrat en cours sont maintenus en activité de service pour une première période de six (6) mois :

— 2<sup>e</sup> classe Youbaould Mohamed Abdellahi, matricule 72.033, en service à la 1<sup>re</sup> C.C.P. à Coppolani, à compter du 1<sup>er</sup> juin 1974.

— 1<sup>re</sup> classe Djbril Arbanaga, matricule 69.056, en service au G.A.R.I.M. Nouakchott, à compter du 1<sup>er</sup> mars 1974.

ART. 2. — Le chef d'état-major national est chargé de l'exécution du présent arrêté.

*DECISION n° 21-51 bis du 12 octobre 1974 portant autorisation de servir au-delà de la limite d'âge inférieure à leur grade.*

ARTICLE PREMIER. — Les militaires dont les noms suivent sont autorisés à servir au-delà de la limite d'âge inférieure de leurs grades :

- Sergent-chef Ahmedould Samba, matricule 59.111, en service à la 1<sup>re</sup> C.C.P. à Coppolani, totalise 14 ans au 7 novembre 1974.
- Sergent-chef Mohamedould Mayouf, matricule 58.467, en service au 1<sup>er</sup> E.R. à Atar, totalise 16 ans et 6 mois au 1<sup>er</sup> novembre 1974.
- Caporal Mohamed M'Bareck, matricule 58.464, en service au 2<sup>e</sup> E.R. à Bir-Moghrein, totalise 14 ans au 1<sup>er</sup> novembre 1974.
- Caporal Diao Thierno, matricule 61.419, en service à la C.Q.G. Nouakchott, totalise 13 ans, 8 mois et 23 jours au 31 décembre 1974.

ART. 2. — Le chef d'état-major national est chargé de l'exécution de la présente décision.

*DECISION n° 22-87 du 28 octobre 1974 autorisant le recrutement et l'admission de deux (2) élèves-officiers médecins de la Gendarmerie nationale.*

ARTICLE PREMIER. — Le chef de corps de la Gendarmerie nationale est autorisé à recruter deux (2) élèves-officiers médecins de la Gendarmerie nationale à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1974.

ART. 2. — Ces élèves-officiers médecins sont admis à titre exceptionnel pour effectuer un stage de formation d'officiers médecins en Algérie, débutant en octobre 1974. Il s'agit de :

- Mohamedouould Mohamed Abdallahi ;
- Mohamed Salemould Lemrabott.

ART. 3. — Le chef de corps de la Gendarmerie nationale est chargé de l'exécution de la présente décision.

*ARRETE n° 5-82 du 29 octobre 1974 attribuant le brevet de capitaine aux lieutenants ayant réussi à l'examen du brevet de Capitaine, session septembre 1974.*

ARTICLE PREMIER. — Le brevet de capitaine est attribué à compter du 31 octobre 1974 aux lieutenants de l'Armée nationale dont les noms suivent :

- Lieutenant Diop Abdoulaye Demba ;
- Lieutenant Ba Taleb ;
- Lieutenant Sidiould Moulaye Ely ;
- Lieutenant Camara Diaby ;
- Lieutenant Cheikh Sid-Ahmedould Ba Bamine.

ART. 2. — Le chef d'état-major est chargé de l'application du présent arrêté.

*ARRETE n° 5-92 du 31 octobre 1974 portant admission à la retraite.*

ARTICLE PREMIER. — Le caporal Mohamedould Dergue matricule 57.104, en service au 1<sup>er</sup> Escadron de reconnaissance Atar, est admis à faire valoir ses droits à pension de retraite proportionnelle à compter du 14 janvier 1975.

ART. 2. — Le chef d'état-major national est chargé de l'exécution du présent arrêté.

## Ministère des Finances :

## ACTES DIVERS :

**ARRETE** n° R-121 du 18 octobre 1974 instituant une caisse d'avance à la Direction de l'Elevage.

**ARTICLE PREMIER.** — Une caisse d'avance est instituée auprès de la Direction de l'Elevage afin d'assurer le paiement des dépenses afférentes à l'exécution en régie des travaux de protection sanitaire et de protection des pâturages conformément au projet n° 3100.635.12.10 de la convention n° 1112/MO du Fonds européen de développement.

**ART. 2.** — Le montant de l'encaisse renouvelable est fixé à quatre millions d'ouguiya (4 000 000 UM). Le montant total des avances susceptibles d'être consenties ne devra pas excéder huit millions quatre cent quatre-vingt mille ouguiya (8 480 000 UM) par an.

**ART. 3.** — Les dépenses à régler sur cette caisse seront limitées à celles prévues dans les différentes rubriques du devis estimatif établi par la Direction de l'Elevage et approuvé le 19 février 1974 par le contrôleur-délégué du Fonds européen de développement à Nouakchott.

**ART. 4.** — La caisse d'avance sera alimentée conformément aux modalités suivantes :

Le régisseur établit un mémoire pour un montant égal à la dotation initiale qu'il adresse à l'ordonnateur national. Celui-ci met une ordonnance de trésorerie au nom du régisseur. Le dossier est ensuite transmis pour visa au contrôleur délégué du Fonds européen de développement qui fait suivre au guichet assignataire pour exécution.

A chaque ordre de paiement de renouvellement seront annexées les justifications de l'emploi de l'avance précédente.

**ART. 5.** — Le remboursement des avances ainsi faites sera effectué en principe tous les trois mois par le directeur de la Caisse centrale de coopération économique à Nouakchott conformément aux dispositions de l'article 8.6.1 du Recueil des instructions du Fonds européen de développement.

**ART. 6.** — Toutes dépenses faites à partir de cette caisse et dont le montant est égal ou supérieur à 100 000 UM devra faire objet d'un marché public conformément au décret n° 65-049 portant réglementation des marchés publics.

**ART. 7.** — Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n° 99/MF du 30 juillet 1974 instituant une caisse d'avance à la Direction de l'Elevage.

**ART. 8.** — L'ordonnateur national du Fonds européen de développement, le directeur de l'Elevage et le contrôleur-délégué du Fonds européen de développement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**DECISION** n° 22-14 du 21 octobre 1974 accordant une subvention aux fédérations sportives.

**ARTICLE PREMIER.** — Une subvention de 180 000 UM (cent quatre-vingt mille ouguiya) est accordée aux fédérations mauritaniennes de football et des sports collectifs pour l'organisation des rencontres sportives et pour les frais de participation aux colonies de vacances.

**ART. 2.** — La dépense sera imputable au budget de l'Etat, chapitre 10-10, article 6, exercice 1974, et virée au compte n° 115-42 Q intitulé « subvention ».

**ARRETE** n° 1-24 du 30 octobre 1974 portant virement d'article 10-10.

**ARTICLE PREMIER.** — Sont autorisés les virements de crédits d'article à article à l'intérieur des chapitres ci-après ; administrés par le ministère de l'Enseignement fondamental et des Affaires Étrangères.

30 000 UM de l'article 2 à l'article 1 et 52 000 UM de l'article 7 à l'article 6 du chapitre 10-6.

2. 150 000 UM de l'article 10 à l'article 9 et 245 000 UM de l'article 8 à l'article 9 du chapitre 10-4.

**ART. 2.** — Le directeur du Budget et le trésorier général sont chargés de l'application du présent arrêté.

**DECISION** n° 23-11 du 31 octobre 1974 accordant une avance à la Chambre de commerce.

**ARTICLE PREMIER.** — Une avance d'un montant de trois millions six cent sept mille cinq cent un ouguiya (3 607 501 UM) est consentie à la Chambre de commerce.

**ART. 2.** — Le montant de cette avance sera imputé sur le compte spécial de trésor 1063-30 et viré au profit du compte n° 519 ouvert à la B.A.L.M. au nom de la Chambre de commerce.

**ART. 3.** — Cette avance sera remboursée sur les crédits du budget de l'exercice 1975, par précompte sur le reliquat des sommes dues au titre de la ristourne et des centimes additionnels de la taxe forfaitaire à l'importation pour l'exercice 1973.

**ART. 4.** — Le directeur du Budget et le trésorier général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**ARRETE** n° 1-26 du 6 novembre 1974 fixant la date de départ de la période d'exploitation de la Manufacture des cuirs de Kaédi.

**ARTICLE PREMIER.** — Pour l'application de l'article 3, 2° du décret n° 66-234 du 3 décembre 1966, la période d'exploitation est réputée avoir commencé à la date du 1<sup>er</sup> juillet 1974.

**ART. 2.** — Le directeur des Douanes et le directeur des Contributions diverses sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

**DECISION** n° 23-50 du 9 novembre 1974 accordant une avance de trésorerie à l'ambassade de la R.I.M. à Djeddah.

**ARTICLE PREMIER.** — Une avance de trésorerie de 1 500 000 UM (un million cinq cent mille ouguiya) est accordée à l'ambassade de la R.I.M. à Djeddah pour couvrir les frais de pèlerinage des pèlerins mauritaniens.

**ART. 2.** — La somme sera prélevée à titre d'avance sur le compte n° 113-42 intitulé « Don de l'Etat de Qatar ».

**ART. 3.** — Cette somme sera intégralement restituée dès la mise en place du budget 1975.

**ART. 4.** — Le directeur du Budget et le trésorier général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**DECISION** n° 23-53 du 11 novembre 1974 portant versement de crédit au compte 115-33.

**ARTICLE PREMIER.** — Est autorisé le versement de la somme de trois millions quatre cent vingt-neuf mille ouguiya (3 429 000 UM) au profit du compte 115-33 pour l'acquisition de moyens de transport.

**ART. 2.** — La dépense est imputable au budget de l'Etat chapitre 3-6, article 7, et sera virée au compte spécial du Plan d'intervention (115-33).

**ART. 3.** — Le directeur du Budget et le trésorier général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



**DECISION n° 23-59 du 11 novembre 1974 portant contribution de l'Etat aux frais de gestion du central téléphonique des ministères.**

**ARTICLE PREMIER.** — Est autorisé le versement au profit de l'O.P.T. de la somme de huit cent soixante quatre mille ouguiya (864 000 UM) au titre de la contribution de l'Etat aux frais de gestion du central téléphonique de Nouakchott.

**ART. 2.** — La dépense est imputable au budget de l'Etat, exercice 1974, chapitre 14-1-3, et sera virée au compte n° 301 tenu par l'agent comptable de l'O.P.T.

**ART. 3.** — Le directeur du Budget et le trésorier général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**ARRETE n° 1-28 du 15 novembre 1974 portant ouverture d'une caisse d'avance pour la lutte contre les sautériaux et le criquet.**

**ARTICLE PREMIER.** — Une caisse de menues dépenses est ouverte au sein du ministère du Développement rural pour la couverture des divers frais occasionnés par la lutte contre les sautériaux et le criquet.

Cette caisse d'avance servira à régler les dépenses ci-après :

1. Achat carburant et pièces détachées.
2. Frais de personnel.
3. Toutes autres dépenses afférentes à l'opération « Lutte contre les sautériaux et le criquet ».

**ART. 2.** — Le plafond de cette caisse est fixé à 950 000 UM (neuf cent cinquante mille ouguiya) imputable au compte d'affectation spéciale 115-33 intitulé « Fonds d'action spéciale en faveur des populations rurales ».

**ART. 3.** — Le régisseur de cette caisse est le comptable central du ministère du Développement rural. Il devra justifier de l'emploi de ces fonds conformément aux règles de la comptabilité publique.

**ART. 4.** — Toute dépense supérieure à 100 000 UM devra faire l'objet d'un marché administratif conformément aux dispositions du décret n° 65-049 du 25 février 1965.

**ART. 5.** — Le régisseur alimentera sa caisse de la totalité du montant de l'avance (950 000 UM). Cette somme sera déposée dans un compte bancaire ouvert au nom du régisseur. Les chèques qui seront émis en règlement des dépenses devront obligatoirement comporter la double signature du régisseur et du secrétaire général du ministère du Développement rural.

**ART. 6.** — Les opérations de cette caisse seront justifiées au trésorier général à chaque fois que leur montant atteindra 200 000 UM (deux cent mille ouguiya). Le régisseur devra prendre toutes dispositions utiles pour clôturer, dans un délai de 30 jours après la fin de l'opération « Lutte contre les sautériaux », les opérations de la présente caisse d'avance.

**ART. 7.** — Le directeur du Budget et le trésorier général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**DECISION n° 24-52 du 20 novembre 1974 autorisant le versement du reliquat de la participation de l'Etat au capital de la Société ALMAP.**

**ARTICLE PREMIER.** — Est autorisé le versement à la Société algéro-mauritanienne de pêche de la somme de quinze millions d'ouguiya (15 000 000 UM) représentant les trois derniers quarts de la participation de l'Etat au capital de cette société.

**ART. 2.** — Le montant de cette somme sera prélevé, à titre d'avance, sur le compte 113-30 intitulé « Investissement sur prêt libyen ».

**ART. 3.** — Cette avance sera intégralement restituée au compte 113-30 dès la mise en place du budget de l'exercice 1975.

**ART. 4.** — Le directeur du Budget et le trésorier général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**DECISION n° 24-54 du 22 novembre 1974 accordant une avance de trésorerie à la Société SO.MI.MA.**

**ARTICLE PREMIER.** — Une avance de trésorerie d'un montant de 66 000 000 UM est accordée à la SO.MI.MA. au titre de participation de l'Etat à la couverture du déficit de trésorerie de cette société. Cette somme correspond au premier versement qui a été fixé au 20 novembre 1974 en vertu du contrat de prêt passé entre l'Etat mauritanien, la Société Charter Consolidated et la SO.MI.MA.

**ART. 2.** — Cette avance, qui sera prélevée sur le compte 113-30 « Don de l'Etat de Qatar », sera restituée à ce compte par les soins de la SO.MI.MA. au plus tard le 31 mars 1975 conformément aux dispositions du contrat de prêt.

**ART. 3.** — La somme sera mandatée à la SO.MI.MA. au crédit de son compte ouvert à la S.M.B. Nouakchott.

**ART. 4.** — Le directeur du Budget et le trésorier général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

## Ministère de la Fonction publique et du Travail :

### ACTES REGLEMENTAIRES :

**DECRET n° 74-209 du 7 novembre 1974 instituant et organisant un comité consultatif pour les textes d'application de la loi n° 74-071 du 2 avril 1974.**

**ARTICLE PREMIER.** — En application de l'article 37 de la loi n° 74-071 du 2 avril 1974 fixant les conditions de recrutement et d'emploi des agents auxiliaires de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics, il est institué un comité consultatif, placé sous l'autorité du ministre chargé de la Fonction publique.

**ART. 2.** — Le comité consultatif est composé ainsi qu'il suit :

#### Président :

— Le ministre chargé de la Fonction publique ou son représentant.

#### Membres :

- Le directeur de la Fonction publique ;
- Le directeur du budget ou son adjoint ;
- Le directeur du Plan ou son adjoint ;
- Le contrôleur financier ;
- Un représentant du ministre chargé de l'Enseignement fondamental ;
- Le secrétaire général de l'Union des travailleurs mauritaniens ou son représentant et deux délégués de cette organisation choisis parmi les agents auxiliaires de l'Etat, des collectivités locales ou des établissements publics.

ART. 3. — Les fonctions de membre du comité consultatif et gratuites.

ART. 4. — Le président du comité consultatif peut inviter à réunions du comité toute personne dont l'audition lui paraît utile.

ART. 5. — Le comité se réunit sur convocation de son président, adressée aux membres quinze jours au moins avant la séance. La convocation indique l'ordre du jour de la séance et est accompagnée des projets de texte devant être examinés.

ART. 6. — Le comité consultatif est saisi pour avis des projets de textes réglementaires ayant pour objet de déterminer les conditions d'application de la loi n° 74-071 du 27 avril 1974.

ART. 7. — Le comité ne peut délibérer que si la moitié au moins de ses membres sont présents. Lorsque le quorum n'est pas atteint lors d'une séance tenue à la suite d'une convocation régulière, le président ajourne la séance au troisième jour ouvrable suivant et le comité siège alors valablement quel que soit le nombre des membres présents.

ART. 8. — Le comité consultatif émet ses avis à la majorité des membres présents. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

ART. 9. — Les séances du comité consultatif ne sont pas publiques. Ses membres sont tenus aux obligations du secret et de la discrétion professionnels pour tous les faits, informations et documents dont ils ont connaissance en cette qualité.

ART. 10. — Le secrétariat du comité est assuré par la Direction de la Fonction publique. Chaque séance donne lieu à la rédaction d'un compte rendu signé par le président de séance. Les comptes rendus sont présentés au conseil des ministres à l'appui des projets de textes réglementaires auxquels ils se rapportent.

ART. 11. — Le ministre de la Fonction publique est chargé de l'application du présent décret qui sera publié selon la procédure d'urgence.

#### ACTES DIVERS :

ARRETE n° 5-53 du 15 octobre 1974 portant détachement d'un fonctionnaire.

ARTICLE PREMIER. — M. M'Bodj Amadou Lamine, surveillant des travaux publics de 2° classe, 7° échelon (indice 470), est, à compter du 1° avril 1974, détaché auprès d'Air-Mauritanie.

ART. 2. — La Société nationale d'Air-Mauritanie assurera, pendant la durée du détachement, le service de la rémunération et des congés administratifs de l'intéressé dans les conditions fixées par les décrets n° 62-023 du 17 janvier 1962 et 72-258 du 27 décembre 1972 susvisés.

Elle est redevable envers le Trésor de l'Etat de la contribution des droits à pension de l'intéressé.

ARRETE n° 5-65 du 21 octobre 1974 portant nomination et titularisation d'un bibliothécaire.

ARTICLE PREMIER. — M. Ahmed ould Mouvid ould Rabani, bibliothécaire titulaire du diplôme technique des bibliothèques et

archives (Algérie), est nommé et titularisé bibliothécaire de 2° classe, 1° échelon (indice 460), à compter du 1° septembre 1973, A.C. néant.

ARRETE n° 5-66 du 21 octobre 1974 mettant un fonctionnaire en disponibilité.

ARTICLE PREMIER. — M. Aly ould Cheikhna, instituteur adjoint de 6° échelon (indice 620), est mis en disponibilité à compter du 30 septembre 1974, pour convenances personnelles et pour une durée d'un an.

ART. 2. — L'intéressé devra solliciter sa réintégration ou le renouvellement de sa disponibilité au moins deux mois avant la date précitée.

ARRETE n° 5-72 du 24 octobre 1974 portant nomination et titularisation de certains moniteurs de l'Economie rurale.

ARTICLE PREMIER. — Les élèves fonctionnaires ci-dessous, titulaires du diplôme de l'Ecole nationale de formation et de vulgarisation agricoles de Kaédi, sont nommés et titularisés moniteurs de l'Economie rurale de 2° classe, 1° échelon (indice 300), à compter du 27 mai 1974, A.C. néant.

MM.

- Falydiop,
- Moussa Gaye,
- Kone Alhamdou,
- Alhousseynou Seck.

ARRETE n° 5-73 du 24 octobre 1974 portant nomination et titularisation de deux fonctionnaires.

ARTICLE PREMIER. — Les élèves maîtres de l'Ecole normale d'instituteurs ci-dessous, qui ont satisfait aux épreuves théoriques et pratiques du certificat élémentaire d'aptitude pédagogique (C.E.A.P.) et du certificat d'aptitude au monitorat (C.A.M.), sont nommés et titularisés :

#### 1. Corps des instituteurs adjoints.

M. N'Diaye Hamdi, instituteur adjoint de 1° échelon (indice 400) à compter du 10 mai 1972, A.C. néant, passe instituteur adjoint de 2° échelon (indice 460) à compter du 10 mai 1974, A.C. néant.

#### 2. Corps des moniteurs.

M. Sall Racine Adama, moniteur de 1° échelon (indice 300) à compter du 1° avril 1972, A.C. néant, passe moniteur de 2° échelon (indice 330) à compter du 1° avril 1974, A.C. néant.

ARRETE n° 5-77 du 24 octobre 1974 portant détachement d'un fonctionnaire.

ARTICLE PREMIER. — M. Cissoko Mamadou, ingénieur principal économiste statisticien de 1° classe, 2° échelon (indice 500), est, à compter du 23 septembre 1974, détaché auprès de la SOCOGIM.

ART. 2. — La SOCOGIM assurera, pendant la durée du détachement, le service de la rémunération et des congés administratifs de l'intéressé dans les conditions fixées par le décret n° 62-023 du 17 janvier 1962 et le décret n° 72-258 du 27 novembre 1972 susvisés.

Elle est redevable envers le Trésor de l'Etat de la contribution pour la constitution des droits à pension de l'intéressé.

ARRETE n° 5-80 du 24 octobre 1974 portant réintégration d'un fonctionnaire.

ARTICLE PREMIER. — M. Diabira Diaguily est réintégré, sur sa demande expresse, attaché d'administration générale de 2<sup>e</sup> classe, 2<sup>e</sup> échelon (indice 620) à compter de la date de sa reprise de service.

ARRETE n° 5-84 du 29 octobre 1974 portant nomination et titularisation de certains moniteurs de l'Economie rurale.

ARTICLE PREMIER. — Les élèves-fonctionnaires ci-dessous, titulaires du diplôme de l'Ecole nationale de formation et de vulgarisation agricole de Kaédi, sont nommés et titularisés moniteurs de l'Economie rurale de 2<sup>e</sup> classe, 1<sup>er</sup> échelon (indice 300), à compter du 27 mai 1974, A.C. néant.

MM.

- Ba Amadou,
- Coulibaly Birante,
- Mamadou Diop,
- Saliou Sarr,
- Mohamed ould Mohamed Fadel ould Hamza,
- Moustapha ould Mohamed.

ARRETE n° 5-85 du 29 octobre 1974 portant nomination et titularisation de certains fonctionnaires.

ARTICLE PREMIER. — Les élèves-fonctionnaires ci-dessous, titulaires du certificat de l'Ecole nationale d'administration, sont nommés et titularisés assistants des techniques aérospatiales (spécialité Télécommunications) de 2<sup>e</sup> classe, 1<sup>er</sup> échelon (indice 300), à compter du 2 août 1974, A.C. néant.

MM.

- Samba Baradji Soumare,
- Diouf Amadou,
- Sileymane Baya,
- Kane Moussa,
- Abderrahmane Moussa Ba,
- Sarr Ibrahima Mamadou,
- Sow Mamadou Demba,
- Ba Moctar,
- Mohamed Moustapha Sakho.

ARRETE n° 5-86 du 29 octobre 1974 portant nomination et titularisation de préposés des douanes.

ARTICLE PREMIER. — Les anciens militaires ci-dessous sont nommés et titularisés préposés des douanes de 2<sup>e</sup> classe, 1<sup>er</sup> échelon (indice 170), à compter du 23 juillet 1974, A.C. néant.

MM.

- Mohamed Lemine ould Sidi Mohamed,
- El Moctar ould Aboubekrine,
- Mohameden ould Mohamed.

ARRETE n° 5-87 du 29 octobre 1974 portant réintégration d'un fonctionnaire.

ARTICLE PREMIER. — M. Mohamed ould Hamdinou, instituteur, précédemment en position de disponibilité, est réintégré à compter du 1<sup>er</sup> août 1974.

ARRETE n° 5-89 du 29 octobre 1974 portant suspension d'un préposé des douanes.

ARTICLE PREMIER. — M. Diop Amadou Saidou, préposé des douanes, est suspendu de ses fonctions.

ART. 2. — Cette suspension est privative de toute rémunération, exception faite, le cas échéant, des prestations familiales.

ART. 3. — Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé.

ARRETE n° 5-99 du 1<sup>er</sup> novembre 1974 portant admission des élèves du cycle C de l'Ecole nationale des infirmier(e)s et sages-femmes d'Etat.

ARTICLE PREMIER. — A l'issue de leur scolarité à l'Ecole nationale des infirmier(e)s et sages-femmes d'Etat, le classement général des élèves du cycle C est établi comme suit par ordre de mérite :

- Cheikh ould Mohamed Saleh,
- M<sup>me</sup> Cisse Mariam,
- M<sup>me</sup> Rella Diop,
- Sy Ahmed ould Bilaly,
- Ba Abdoulaye Samba,
- Gassama Mody,
- M<sup>me</sup> Amy Colle Sall,
- N'Diaye Amadou,
- M<sup>me</sup> Kadijetou Kane,
- Kane Mamadou,
- Hanne Moussa Djaraff,
- M<sup>me</sup> Sow Fatimata Demba,
- Wague Tocka,
- Diallo Abdoulaye,
- N'Gaide Mamadou Moctar,
- Lo Babacar,
- M<sup>me</sup> Niang Diakite Maimouna,
- M<sup>me</sup> Seynabou Seck,
- Diaw Amadou,
- Sidi Mohamed ould Samba,
- M<sup>me</sup> Ba Fatimata,
- M<sup>me</sup> Sall Fatimata,
- Ba Abderrahmane.

ARTICLE 2. — Les intéressés sont déclarés titulaires du brevet de l'Ecole nationale des infirmier(e)s et sages-femmes d'Etat.

ARRETE n° 6-03 du 6 novembre 1974 portant rectificatif à l'arrêté n° 4-53 du 20 août 1970 portant nomination et titularisation d'un instituteur.

ARTICLE PREMIER. — Sont rectifiées les dispositions de l'arrêté n° 4-53 du 20 août 1970 et de la décision n° 05-12 du 27 septembre 1974, en ce qui concerne le nom de M. Saleck ould Moustapha, instituteur de 2<sup>e</sup> échelon (indice 600), comme suit :

Au lieu de : Saleck ould Moustapha,  
Lire : El Moustapha Saleck ould Sid'Ahmed ould Yahi.  
Le reste sans changement.

ARRETE n° 6-07 du 14 novembre 1974 portant régularisation de la situation d'un fonctionnaire.

ARTICLE PREMIER. — L'article premier de l'arrêté 65 du 25 janvier 1973 portant réintégration de quelques infirmiers médico-sociaux est rectifié en ce qui concerne l'échelon de M. Fall Guenith.

Heu de : 2<sup>e</sup> classe, 3<sup>e</sup> échelon (indice 340),  
 2<sup>e</sup> classe, 3<sup>e</sup> échelon (indice 360).  
 Le reste sans changement.

ART. 2. — Est constaté, à compter du 9 avril 1974, A.C. néant, l'ancienneté au 4<sup>e</sup> échelon d'infirmier médico-social (indice 380) M. Fall Guenith, infirmier médico-social de 2<sup>e</sup> classe, 3<sup>e</sup> échelon (indice 360) depuis le 9 avril 1972.

ARRETE n° 6-08 du 14 novembre 1974 remettant un fonctionnaire à la disposition de son département d'origine.

ARTICLE PREMIER. — Il est mis fin, à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1974, au détachement auprès du ministère des Affaires étrangères, M. Cisse Daouda, contrôleur du Trésor de 1<sup>re</sup> classe, 3<sup>e</sup> échelon (indice 750), qui est remis à la disposition du ministère des Finances.

ARRETE n° 6-09 du 14 novembre 1974 portant nomination et titularisation de certains moniteurs de l'Economie rurale.

ARTICLE PREMIER. — Les élèves-fonctionnaires ci-dessous, titulaires du diplôme de l'Ecole nationale de formation et de vulgarisation agricoles de Kaédi, sont nommés et titularisés moniteurs de l'Economie rurale de 2<sup>e</sup> classe, 1<sup>er</sup> échelon (indice 300) à compter du 27 mai 1974, A.C. néant.

MM.

- Ba Hamady,
- Moktar ould Isselmou,
- Samba Sarr.

ARRETE n° 23-98 du 14 novembre 1974 portant réintégration d'un fonctionnaire.

ARTICLE PREMIER. — M. Moulaye Ahmed ould el Haiba, préposé des douanes de 2<sup>e</sup> classe, 2<sup>e</sup> échelon (indice 180), précédemment en disponibilité pour convenances personnelles, est réintégré sur sa demande à compter du 30 septembre 1974.

ARRETE n° 6-11 du 19 novembre 1974 mettant un fonctionnaire en disponibilité.

ARTICLE PREMIER. — M. El Arbi ould Kerkoub, agent d'exploitation des Postes et Télécommunications de 2<sup>e</sup> classe, 4<sup>e</sup> échelon (indice 360), en service au ministère de l'Intérieur, est, à compter du 1<sup>er</sup> décembre 1974, mis en disponibilité pour convenances personnelles d'une durée d'un an.

ART. 2. — L'intéressé devra solliciter sa réintégration ou le renouvellement de sa disponibilité deux mois au moins avant l'expiration de la date citée ci-dessus.

ARRETE n° 6-12 du 19 novembre 1974 portant nomination et titularisation de certains préposés des douanes.

ARTICLE PREMIER. — Les anciens militaires ci-dessous sont nommés et titularisés préposés des douanes de 2<sup>e</sup> classe, 1<sup>er</sup> échelon (indice 170) :

A compter du 23 juillet 1974.

- Mohamed el Moctar ould Lehbib,
- Neni ould Boba ould Selaoui,
- Mohamed ould Teyah,

- Cheikh ould Reh,
- Keita Oumar.

A compter du 25 avril 1974.

- Elghaly ould Sidi.

ARRETE n° 6-13 du 19 novembre 1974 portant détachement d'un fonctionnaire.

ARTICLE PREMIER. — M. Boukreiss ould Ahmed, préposé des douanes de 1<sup>re</sup> classe, 1<sup>er</sup> échelon (indice 260), est détaché à la SOMACAT à compter du 22 octobre 1974.

ART. 2. — La SOMACAT assurera, pendant la durée du détachement, le service de la rémunération et des congés de l'intéressé dans les conditions prévues par les décrets n° 72-258 et 62-023 susvisés.

Elle est redevable envers le budget de l'Etat de la contribution pour la constitution des droits à pension de l'intéressé.

## Ministère de l'Intérieur :

### ACTES DIVERS :

ARRETE n° 5-02 du 17 septembre 1974 portant acceptation de la démission d'un garde national.

ARTICLE PREMIER. — Est acceptée, à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1974, la demande de démission présentée par le garde national Mohamed el Moctar ould Sidna, matricule 1629, indice 195, en service à Aïn-Ben-Tilli.

ART. 2. — L'intéressé a droit au remboursement des retenues pour pension.

ARRETE n° 5-16 du 25 septembre 1974 portant intégration provisoire des élèves-gardes dans le corps de la Garde nationale.

ARTICLE PREMIER. — Sont admis provisoirement dans le corps de la Garde nationale, en qualité d'élèves-gardes, les ex-militaires et civils dont les noms et matricules figurent au tableau en annexe :

A COMPTER DU 1<sup>er</sup> SEPTEMBRE 1974.

Noms et prénoms	Mles	Observations
Demba Samba Sankane .....	2339	civil
El Hadrami ould Moussa .....	2340	ex-militaire
Ely ould Ehceine .....	2341	ex-militaire 1 <sup>er</sup> cl.
H'Mada ould Sid'Ahmed		
ould Aouss .....	2342	civil
Itaouel Amrou ould Mama .....	2343	civil
Abderrahmane Traore .....	2344	civil
Taleb Ahmed ould Jiddou .....	2345	civil
Seyloum ould Lehbib .....	1248	ex-garde
Abderrahmane ould Yahya .....	2346	civil
Sy Idi Mamadou .....	2347	civil
Mohamed ould Sid'Ahmed .....	2348	civil
Mohamed Mahmoud		
ould Abdellahi .....	2349	civil
Ahmed Salem ould Bougue .....	2350	ex-militaire 1 <sup>er</sup> cl.
Cheikh Ahmed ould Ahmoud .....	2351	ex-militaire 1 <sup>er</sup> cl.
Mohamed ould Babah .....	2352	civil
Mohamed ould H'Bibi .....	2353	civil
Moustapha ould Ahmed		
ould Saleck .....	2354	civil

Amadou el Housseine .....	2355	civil
Ahmed Salem ould Sidi Brahim .....	2356	ex-militaire 1 <sup>er</sup> cl.
Mohamed ould Habib .....	2357	ex-militaire 2 <sup>e</sup> cl.
Amar ould Sidi .....	2358	civil
Hamayni ould Ahmed I Ghah ..	2359	civil
Mohamed el Kori ould Khouana ould Yarg .....	2360	civil
Moulaye Zeine ould el Harby ..	2361	civil
El Mahfoud ould Mohamed Meiss .....	2362	ex-militaire 2 <sup>e</sup> cl.
Sid'Ahmed ould Sidi .....	2363	ex-militaire 2 <sup>e</sup> cl.
Ahmed Salem ould Mohamed M'Bareck ....	2364	civil
Amadou Mamadou .....	2365	civil
Abdallahi ould Zeighem .....	2366	civil
Ezhal ould Brahim .....	2367	civil
Ely ould Sid'Ahmed .....	2368	civil
Moustapha ould Zeine .....	2369	civil
Mody Cire Sow .....	2370	civil
Deh ould el Khalifa .....	2371	civil
El Bou ould Sidi Saleck .....	2372	civil
Ahmed ould Gueouad .....	2373	civil
Ba Djiby Malal .....	2374	civil
Taleb ould Abdallahi .....	2375	civil
Mohamed Mahmoud ould Babe ..	2376	civil
M'Bareck ould Beikher .....	2377	civil
Mohamed Saleck ould el Hadj ..	2378	civil
Boubacar Traore .....	2379	civil
Mohamed Sougue .....	2380	civil
Mohamed ould Mine .....	2381	civil
Mohamed Fall ould Memadi ..	2382	civil
Mohamed ould el Waly .....	2383	civil
Sidiya ould Cheikh .....	2384	civil
Ainina ould Evih .....	2385	civil
Mohamed ould Boba .....	2386	civil
Mohamed ould Bouhede .....	2387	civil
Sid'el Moctar ould Mah .....	2388	civil
Mamadou Koli .....	2389	civil
Hamma ould Lekoueiri .....	2390	civil

*ARRETE n° 5-24 du 30 septembre 1974 portant acceptation de la démission d'un gradé de la Garde nationale.*

ARTICLE PREMIER. — Est acceptée, à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1974, la demande de démission présentée par le brigadier-chef Moustapha ould Mohamed ould Seiboub, matricule 1786, indice 280, en service à Nouakchott.

ART. 2. — L'intéressé aura droit au remboursement des retenues pour pension.

*ARRETE n° 5-70 du 24 octobre 1974 portant nomination et titularisation d'élèves-agents de police francisants.*

ARTICLE PREMIER. — Les élèves-agents de police dont les noms suivent sont nommés et titularisés, sans ancienneté, agents de police de 1<sup>er</sup> échelon (indice 280) à compter du 23 octobre 1974.

1. Thiam Mamadou Samba,
2. Nehma ould Abdou,
3. Ouadad ould Lebchir,
4. N'Diaye Oumar,
5. Keita Demba,
6. Gaye Bougoul,
7. Sow Oumar,
8. Dah ould Boike,
9. Mohamed Fall ould Hassen,
10. Kane Amadou Moctar,
11. Diop Birahim,
12. Ousmane Sidibe,
13. Niass Man,
14. Ba Abdoulaye,
15. N'Diadie Samba,
16. Traore Amadou,
17. Keita Balla,
18. Barry Doro,

19. Seydi Sounkalo,
20. Amadou Diop,
21. N'Gaide Abdoulaye,
22. Sylla Mohamed,
23. Hamedine Guisse,
24. Dia Amadou,
25. Kane Brahim,
26. Idrissa Kone,
27. Saleck ould Lagdaf,
28. Mohamed Abdallahi ould Isselmou,
29. Kane Oumar Issa Ball,
30. El Hadj Malick Kasse,
31. Diallo Allassane,
32. El Hassen ould Sidi,
33. Diop Amadou Samba.

*ARRETE n° 5-81 du 29 octobre 1974 portant renouvellement d'une disponibilité.*

ARTICLE PREMIER. — Est renouvelée, à compter du 10 décembre 1974, la mise en disponibilité du brigadier de police de 2<sup>e</sup> échelon (indice 340), matricule 106, Mohamed Mahmoud ould Mohamed Nagim.

ART. 2. — L'intéressé devra solliciter sa réintégration ou le renouvellement de sa disponibilité au moins deux mois avant l'expiration de celle-ci.

*ARRETE n° 5-93 du 1<sup>er</sup> novembre 1974 prononçant le licenciement d'un élève-agent du cadre de la Sûreté nationale.*

ARTICLE PREMIER. — Est prononcé, à compter du 21 septembre 1974, le licenciement de l'élève-agent de police Aly Coulibaly.

*ARRETE n° 5-94 du 1<sup>er</sup> novembre 1974 portant acceptation de la démission d'un garde national.*

ARTICLE PREMIER. — Est acceptée, à compter du 1<sup>er</sup> novembre 1974, la demande de démission présentée par le garde Saidou Wane, matricule 2097, indice 165, en service au District de Nouakchott.

ART. 2. — L'intéressé a droit au remboursement des retenues pour pension.

*ARRETE n° 5-95 du 1<sup>er</sup> novembre 1974 portant radiation d'un garde national.*

ARTICLE PREMIER. — Est révoqué du corps de la Garde nationale pour abandon de poste et à compter du 1<sup>er</sup> novembre 1974, le garde national Cheikhna ould Taher, matricule 1339, indice 195, en service à Kiffa.

ART. 2. — L'intéressé aura droit au remboursement des retenues de pension.

*ARRETE n° 5-96 du 1<sup>er</sup> novembre 1974 portant acceptation de la démission d'un garde national.*

ARTICLE PREMIER. — Est acceptée, à compter du 1<sup>er</sup> novembre 1974, la demande de démission présentée par le garde Teyib ould Cherif Ahmed, matricule 1876, indice 180, en service à Nouakchott.

ART. 2. — L'intéressé aura droit au remboursement des retenues pour pension.

ARRÊTE n° 5-97 du 1<sup>er</sup> novembre 1974 portant acceptation de la démission d'un garde national.

ARTICLE PREMIER. — Est acceptée, à compter du 1<sup>er</sup> novembre 1974, la demande de démission présentée par le garde Maouloud Ould Oudaa, matricule 2143, indice 165, en service à la Musique nationale à Nouakchott.

ART. 2. — L'intéressé aura droit au remboursement des retenues pour pension.

ARRÊTE n° 5-98 du 1<sup>er</sup> novembre 1974 portant acceptation de la démission d'un garde national.

ARTICLE PREMIER. — Est acceptée, à compter du 1<sup>er</sup> novembre 1974, la demande de démission présentée par le garde national Mohamed Lemine Ould Wakef, matricule 2159, indice 165, en service à Tichitt.

ART. 2. — L'intéressé aura droit au remboursement des retenues pour pension.

DECISION n° 23-27 du 6 novembre 1974 portant mise à la retraite des gradés et gardes nationaux.

ARTICLE PREMIER. — Les gradés et gardes nationaux dont les noms et matricules figurent sur l'état ci-dessous sont, à compter du 1<sup>er</sup> novembre 1974, admis à faire valoir leurs droits à la retraite :

Noms et prénoms	Grade	Matricules	Situation de famille	P. act.	Services effectués
Boullah Ould Mogueya .....	B/C 1 <sup>er</sup> E.	302	Marié, 6 enfants	Kaédi	25 ans, 26 jours
Sall Mamadou .....	Brig. 2 <sup>e</sup> E.	1965	Marié, 13 enfants	E.M.O.Nkt	25 ans, 16 jours
Ouedad Ould Lebchir .....	G. 3 <sup>e</sup> E.	1239	Marié, sans enfant	F'Deirick	15 ans, 1 mois
Mohamed Ould Mahmoud ....	G. 3 <sup>e</sup> E.	1242	Marié, 3 enfants	Timbedra	15 ans, 1 mois
Sidi Ould Salem .....	G. 3 <sup>e</sup> E.	1297	Marié, 3 enfants	Amourj	15 ans, 4 mois, 20 jours
Diba Oumar .....	G. 3 <sup>e</sup> E.	1775	Marié, 8 enfants	C.I. Rosso	15 ans, 1 mois, 15 jours

ART. 2. — La gratuité du transport du lieu de résidence au lieu choisi pour y bénéficier de la retraite est accordée, tant pour eux que pour les membres de leur famille et est supportée par l'I.G.N.

DECISION n° 23-28 du 6 novembre 1974 portant mise à la retraite d'un gradé de la Garde nationale.

ARTICLE PREMIER. — L'adjudant dont le nom et matricule figurent sur l'état ci-dessous est, à compter du 1<sup>er</sup> novembre 1974, admis à faire valoir ses droits à la retraite proportionnelle.

Sid'Ahmed Ould Eleya, adjudant, matricule 1714, marié, 5 enfants, actuellement à Kaédi, ayant totalisé 22 ans, 11 mois et 16 jours de service.

ART. 2. — La gratuité du transport du lieu de résidence au lieu choisi pour y bénéficier de la retraite, lui est accordée et est supportée par l'I.G.N.

ARRÊTE n° 6-04 du 9 novembre 1974 acceptant la démission d'un élève-agent du cadre de la Sûreté nationale.

ARTICLE PREMIER. — Est acceptée la démission formulée par M. Bow Ousmane, élève-agent de police, à compter du 14 octobre 1974.

ART. 2. — Le directeur de la Sûreté nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

ARRÊTE n° 6-05 du 11 novembre 1974 mettant fin au détachement d'un adjudant de police.

ARTICLE PREMIER. — Il est mis fin au détachement de M. Mohamed Ould el Ghorbi, adjudant de police de 2<sup>e</sup> échelon, indice 520, auprès du ministère des Affaires étrangères, qui est remis à la disposition du ministère de l'Intérieur à compter du 1<sup>er</sup> mars 1975.

## Ministère de la Justice :

### ACTES REGLEMENTAIRES :

DECRET n° 74-163 du 27 juillet 1974 créant un deuxième tribunal de cadî à Nouakchott.

ARTICLE PREMIER. — Il est créé, dans le ressort territorial du district de Nouakchott, un deuxième tribunal de cadî.

ART. 2. — La compétence territoriale du premier tribunal de cadî s'étend aux troisième, quatrième et cinquième arrondissements du district de Nouakchott, et celle du deuxième tribunal de cadî aux premier et deuxième arrondissements du même district.

ART. 3. — Le présent décret prend effet à compter du jour de l'installation du deuxième tribunal de cadî.

ART. 4. — Le garde des Sceaux, ministre de la Justice, est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié suivant la procédure d'urgence.

### ACTES DIVERS :

DECRET n° 74-100 du 19 novembre 1974 portant promotion de magistrats.

ARTICLE PREMIER. — Sont nommés au troisième grade du corps judiciaire, 1<sup>er</sup> échelon, indice 1100, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1974, les juges suppléants dont les noms suivent :

MM.

- Ahmedna Ould Mohamed Malick,
- Guisse Malal Bocar,
- Abderrahmane Ould Bellal,

- Mohameden ould Barikalla,
- Taleb Khyar ould Cheikh Bounena,
- Brahim ould Maouloud ould Daddah.

ART. 2. — Les magistrats nommés à l'article premier sont maintenus dans leurs fonctions.

ART. 3. — Le garde des Sceaux, ministre de la Justice, est chargé de l'exécution du présent décret qui sera notifié.

## Ministère de la Planification et du Développement industriel

### ACTES DIVERS :

DECRET n° 74-200 du 23 octobre 1974 portant agrément au régime d'entreprise prioritaire de la Société hôtelière de Mauritanie.

ARTICLE PREMIER. — La Société hôtelière de Mauritanie, qui remplit les conditions imposées par les articles 2 et 10 de la loi n° 71-028 du 2 février 1971, est agréée comme entreprise prioritaire.

ART. 2. — Les conséquences de droit de l'admission au régime d'entreprise prioritaire agréée s'étendent à toutes les activités de la société à savoir : l'hôtellerie, la restauration, le tourisme, les éditions publicitaires à caractère touristique, les agences de voyage, les engins ou véhicules de transport, l'équipement sportif et de loisir nécessaire à son activité sociale, ainsi qu'à tous les biens d'équipement technique ou administratif indispensables à son exploitation.

ART. 3. — La Société hôtelière de Mauritanie bénéficiera des mesures d'exonération et d'allègement fiscal suivantes :

1. Exonération totale des droits et taxes d'entrée (droits de douane; droit fiscal, taxe de statistique, taxe forfaitaire représentative de la taxe de transaction, taxe sur le chiffre d'affaires) sur les matériels et biens d'installation d'équipement indispensables à la création de l'entreprise, pour une période de trois années;

2. Exonération totale pour une durée de cinq ans à compter de la date d'entrée en exploitation des droits et taxes d'entrée sur le renouvellement du matériel d'exploitation hôtelière et touristique ainsi que des diverses pièces de rechange;

3. Exemption totale pour une durée de cinq ans à compter de la date d'entrée en exploitation de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux;

4. Réduction de la base d'imposition des bénéfices sociaux réinvestis suivant les modalités prévues à l'article 22 de la loi n° 71-028 du 2 février 1971.

ART. 4. — Les matériels et matériaux bénéficiant des exonérations et allègements fiscaux prévus à l'article précédent sont limitativement énumérés dans les listes A et B annexées au présent décret.

ART. 5. — Le ministre de la Planification et du Développement industriel, le ministre des Finances et le ministre du Tourisme et de l'Artisanat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

## SOCIETE HOTELIERE DE MAURITANIE

### LISTE DU MATÉRIEL A EXONÉRER AU R.E.P.

#### LISTE A

Nombre	Dénomination	Position du ch. douanier
	Ciment hydraulique (toute couleur) ....	25.23.
	Fer à béton .....	73.10.

Fil d'attache .....	74.14.
Bois scié .....	40.05.
Carrelage et faïence .....	Ch.69.
Dalle de pavement .....	Ch.69.
Marbre .....	68.02.
Moquette .....	58.02.
Coquillage .....	05.12.
Enduit .....	32.12.
Peinture et vernis .....	32.09.
Colle et mastic .....	35.06-32.02.
Porte placard acier .....	73.21.
Menuiserie aluminium .....	76.16.
Menuiserie en bois .....	44.23.
Serrure et poignées .....	83.01.
Butoir et porte .....	83.01.
Verre à vitre (diverses épaisseurs) .....	70.06.
Argenture de glace .....	70.08.
Miroir et glace .....	70.09.
Porte en verre .....	70.21.
Machine et miroiterie .....	70.21.
Pâte de verre et papier de verre .....	70.21.
Lessive .....	34.02.
Appareil sanitaire et accessoires (y compris baignoires) .....	69.10.
Robinetteries .....	84.61.
Revêtements murs et plafonds .....	69.08.
Plafonnage .....	44.14.
Panneaux stratifiés moulés .....	39.07.
Stratifiés moulés .....	39.07.
Tubes plastique .....	39.07.
Tuyaux plastique .....	39.07.
Tubes acier .....	73.18.
Tuyaux acier .....	73.18.
Profilé en acier .....	73.11.
Tuyaux fonte .....	73.17.
Lampe électrique (diverses formes) .....	85.20.
Câble électrique .....	85.23.
Câble téléphonique .....	85.23.
Appareillage électrique .....	85.22.
Fils électrique et téléphonique .....	85.23.
Appareillage téléphonique .....	85.23.
Cabine insonorisée et table dirigeuse .....	85.17.
Appareillage de sonorisation, de réception et de transmission .....	85.15.
Bandes magnétiques .....	92.12.
Appareil de climatisation et accessoires .....	84.12.
Appareil de ventilation et d'extraction d'air .....	84.12.
Calorifugeage .....	84.12.
Groupe électrogène .....	85.01.
Appareil de contrôle et de captage .....	90.28.
Chaudière et chauffe-eau .....	73.36.
Cuisinière .....	73.36.
Chambre froide et accessoires .....	84.12.
Réfrigérateur et armoire frigorifique .....	84.15.
Appareil pour la production du froid .....	84.15.
Machine pour le traitement des eaux .....	84.18.
Filtre et appareil de filtrage .....	84.18.
Isorel et contre-plaqué .....	44.15.
Polyester et polytirn .....	39.02.
Ouvrage en amiante ciment .....	68.12.
Ouvrage en fonte .....	73.20.
Bitume .....	27.14.
Feutre et papier Kraft .....	59.02-48.01.
Feuille aluminium .....	76.16.
Tube acier inoxydable .....	73.18.
Tube d'acier noir .....	73.18.
Profilé d'acier .....	73.11.
Bauche pour coffrage .....	73.40.
Tube en cuivre .....	74.07.
Feuillard d'acier inox .....	73.12.
Feuillard d'acier noir .....	73.12.
Feuillard cuivre noir .....	74.03.
Feuillard laiton .....	74.03.
Cuve .....	73.22.
Article en bronze .....	74.19.
Toile .....	59.12.
Skai .....	
Paumelles et garnitures .....	83.01.
Panneaux bois agglomérés .....	44.16.
Vis et pointes .....	73.31.
Lattes .....	44.28.
Ouvrage en acier et en tôle .....	73.18.
Chaux .....	25.22.

	Skymer .....	
	Balais .....	96.01.
	Accessoires de salles de bains (porte-serviettes) .....	69.10.
	Collier .....	83.01.
3	Bétonnières .....	84.56.
1	Vibreux .....	84.59.
2	Compresseurs .....	84.11.
2	Rouleaux compresseurs .....	84.11.
1	Pelle hydraulique .....	84.23.
1	Grue .....	84.22.
10	Surpresseurs .....	
20	Pompes électriques .....	84.11.

Ces listes peuvent être complétées par d'autres articles éventuellement.

## SOCIETE HOTELIERE DE MAURITANIE

### LISTE DU MATÉRIEL A EXONÉRER AU R.E.P.

#### LISTE B

Nombre	Dénomination	Position du ch. douanier
	Lampe .....	85.20.
	Cuisinière et accessoires .....	73.36.
	Articles de ménage en tôle émaillée .....	73.38.
	Articles de ménage en alu et en cuivre ..	76.15.
	Articles de ménage en porcelaine .....	69.10.
	Machine électrique .....	85.01.
	Articles de ménage en plastique .....	39.07.
	Verre pour service de la table et articles sanitaires .....	70.13.
	Couteaux - fourchettes - pelles .....	82.01.
	Balais .....	96.01.
	Percolateur .....	73.38.
	Aspirateur .....	73.38.
	Meubles et mobilier .....	Ch.94.
	Habillement .....	Ch.60.
	Articles de literie .....	Ch.94.
	Linge et couvertures .....	62.01.-62.02.
	Machine à laver .....	84.56.
	Articles de jardinage .....	82.01.
5	Cars de tourisme (de 50 à 60 places) ....	87.02.A1.
5	Cars de tourisme (de 10 à 25 places) ....	87.02.A1.
10	Land-Rover station .....	87.01.A1.
2	Peugeot « 504 » .....	87.02.A2.
5	Peugeot « 404 » familiale .....	87.02.A2.
10	Peugeot « 204 » et « 304 » .....	87.02.A2.
	100 000 litres gas-oil .....	27.10.B1. *
	50 000 litres essence .....	27.10.A1b1
	Balance .....	84.20.
	Articles de sports et de jeux .....	97.04.
	Parasol .....	66.01.
	Chars à voile .....	62.04.
	Embarcation de plaisance .....	
	Machine à calculer et comptable .....	84.52.
	Gouvernante électronique .....	
	Main courante .....	
	Extincteurs et appareils de lutte contre l'incendie .....	84.21.
	Coffre-fort .....	83.03.

Ces listes peuvent être complétées par d'autres articles éventuellement.

DECISION n° 23-13 du 1<sup>er</sup> novembre 1974 portant nomination du directeur adjoint du Projet éducatif.

ARTICLE PREMIER. — M. Pierre Gendrault est nommé directeur adjoint du bureau du Projet éducatif, objet de l'Accord de crédit I.D.A. n° 459 MAU.

ART. 2. — M. Gendrault, placé sous l'autorité du directeur du Projet, a la responsabilité, conformément aux dispositions de l'annexe 4, chapitre B de l'Accord du crédit susvisé et dont le texte est annexé à la présente décision :

- de tout le matériel nécessaire au projet ;
- des installations qui seront construites à ce titre ;
- du recrutement des spécialistes, de l'établissement de leurs contrats et du contrôle de leur exécution. Il est chargé, d'une façon générale, de surveiller et de diriger le travail du personnel du bureau du Projet placé sous ses ordres ;
- d'élaborer et de mettre régulièrement à jour un plan global d'exécution du Projet fondé sur la méthode du chemin critique ou sur toute autre technique de gestion convenable. Ce calendrier doit indiquer toutes les tâches à accomplir et toutes les décisions à prendre concernant l'exécution de tous les éléments du Projet ;
- de veiller à ce que tous les moyens logiques nécessaires (transport, fourniture de matériel et d'équipement, recrutement du personnel de bureau) soient mis en œuvre afin d'assurer le maximum d'efficacité au fonctionnement du bureau du Projet ;
- d'élaborer, à l'intention de l'emprunteur et de l'association, des rapports trimestriels sur l'état d'avancement du Projet ; et de s'assurer que le directeur du Projet est régulièrement informé de l'état d'avancement des travaux d'exécution du Projet ;
- de préparer tous les rapports d'exécution des soumissions et les rapports financiers périodiques prévus aux termes de l'Accord de crédit ;
- d'établir, le cas échéant, toutes lettres de crédit, de signer ou de contresigner tous les chèques.

ART. 3. — Le secrétaire général du ministère de la Planification et du Développement industriel est chargé de l'exécution de la présente décision.

### EXTRAIT DE L'ANNEXE 4, CHAPITRE B, DE L'ACCORD DE CREDIT DE DEVELOPPEMENT (PROJET ÉDUCATIF)

entre  
la République islamique de Mauritanie  
et  
l'Association internationale de développement.

Le directeur adjoint est chargé :

#### a) En ce qui concerne le matériel :

1. de veiller à ce qu'une liste détaillée de tout le matériel nécessaire au projet, précisant les spécifications, le coût unitaire et le coût total de chaque catégorie d'article soit dressée par les chefs de sous-projets ;
2. de grouper les articles en lots de façon à faciliter la passation des marchés ;
3. d'établir la liste des lots de façon que le matériel puisse aisément être livré à chaque établissement (chaque article doit avoir un code et un numéro) ;
4. de préparer des documents d'appels d'offres comportant et de veiller à ce que les méthodes de passation des marchés définies dans la section 2.03 de l'Accord de crédit soient respectées ;
5. de veiller à l'analyse et à l'évaluation de toutes les offres reçues ;
6. d'inspecter la totalité du matériel reçu afin d'en vérifier la quantité et de s'assurer qu'il est conforme aux spécifications ;
7. de prendre toutes les mesures nécessaires afin de s'assurer que le matériel est livré et stocké en lieu sûr aux lieux et dates spécifiés.



b) *En ce qui concerne les travaux de construction :*

1. de rassembler tous les renseignements nécessaires relatifs à l'emploi et à l'état des terrains qui accueilleront les installations qui seront construites au titre du projet ;
2. de veiller à ce que soient assurés les services d'architectes-conseils requis pour l'établissement des plans de travaux de construction, afin de compléter, par leur concours, l'action du service de l'Infrastructure, conformément aux stipulations de la section 3.03 de l'Accord ;
3. de veiller à la préparation, avec l'aide des chefs de sous-projets, des instructions qui seront communiquées aux architectes ; ces instructions doivent notamment tenir compte de saines normes pédagogiques et autres critères tels que des prix raisonnables et une conception fonctionnelle des plans ;
4. de présélectionner les entrepreneurs (avec le concours du service de l'Infrastructure) ;
5. d'élaborer tous les documents d'appel d'offres relatifs aux travaux de construction ainsi qu'à la passation des marchés de fourniture de mobilier, et d'évaluer les offres reçues ;
6. de vérifier tous les rapports, plans, dessins d'exécution et autres documents relatifs aux travaux de construction et de veiller à la correction éventuelle de ceux-ci ;

7. de préparer un programme de visite régulière des chantiers par les architectes-conseils.

c) *En ce qui concerne les spécialistes :*

1. conformément aux dispositions de la section 3.05 de l'Accord de crédit, de rechercher tous les spécialistes aux termes de mandats mis au point avec les chefs de sous-projets et de communiquer à l'Association les mandats et curriculum vitae desdits spécialistes ;
2. d'établir les contrats des spécialistes et veiller, en collaboration avec les chefs de sous-projets concernés, à ce qu'ils soient respectés ;
3. d'aider les spécialistes à trouver des logements et des bureaux convenables.

Pour extrait certifié conforme :

*Le directeur  
du plan directeur du Projet.*